

CONTRIBUTION

Du Délégué du MUP-Tunisie ;

Dr. Tahar El Almi,

Secrétaire Permanent, MUP-TUNISIE.

Coordinateur de la Commission Economique.

Athènes, vendredi 01 juillet 2011.

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire Général,

Excellences,

Mes chères sœurs, Mes chers frères, camarades,

C'est un grand honneur, pour moi, aujourd'hui, de représenter le Mouvement de l'Unité Populaire de Tunisie, à ce Conseil de l'Internationale Socialiste, à Athènes, capitale d'un pays agressé et en crise profonde.

Je suis ici, pour apporter le modeste et indéfectible soutien de mon mouvement, en ces heures difficiles, à un pays prestigieux, phare de la civilisation.

Camarades socialistes, le socialisme, n'est une idéologie métaphysique, mais une nature, un comportement. On ne devient pas socialiste. On l'est, c'est tout.

De même, la laïcité est un comportement, un mode de vie, auquel le MUP est fondamentalement attaché.

C'est pour cela que le MUP est ici aujourd'hui.

Premier mouvement d'opposition en Tunisie, le MUP a été fondé par Ahmed Ben Salah, en 1974. D'obédience socialiste, il se proclame des idéaux défendus par Willy Brandt, Bruno Kreisky et Olaf Palme. Mouvement clandestin et/ou en exil, le MUP a subi toutes les vicissitudes depuis sa création et plus particulièrement, au cours des vingt dernières années.

Mes amis, le MUP n'oubliera jamais l'indéfectible soutien des camarades socialistes de l'Internationale Socialiste, auxquels il s'est joint, en tant que membre observateur depuis de milieu des années 70.

Aujourd'hui le MUP, légalisé depuis la Révolution du 14 janvier, est un parti structuré, qui se donne pour mission de répondre à une demande sociale, totalement absente depuis plus de 23 ans.

C'est ce MUP légalisé et structuré, qui vient aujourd'hui, solliciter son intégration au sein de l'Internationale Socialiste, en tant que membre actif.

En ce qui concerne la situation en Tunisie, je ne vais pas vous faire l'offense de vous reparler de la Révolution du 14 janvier. Nous savons tous, en Tunisie, que vous avez suivi son déroulement, avec l'esprit critique qui caractérise le militant socialiste.

Ma jeune compatriote vous a apporté son témoignage juvénile.

Cependant que je me permets de souligner certains aspects.

L'origine de la crise sociale qui a trouvé son aboutissement le 14 janvier, est sous tendue par non prise en compte de la demande sociale.

Le modèle néolibéral, voulu par l'ancien président, avec un saupoudrage social, visait l'efficacité économique, sans aucun égard pour la justice sociale.

Sans rentrer dans les méandres que la statistique macroéconomique, on retiendra que les fondamentaux de l'économie tunisienne étaient globalement bons, avec un taux de croissance du PIB réel supérieur à 5% par an, alors que le taux de chômage n'a jamais reculé. En d'autres termes, la dynamique de croissance, sans une juste répartition des fruits de la croissance, et sans la justice sociale, a été stoppée par la déviance sociale orchestrée par le haut d'une part, et d'autre part, par l'absence d'espace de liberté et de démocratie.

Aujourd'hui, la transition politique semble mal engagée.

La proposition du MUP procédait de la « real-politique » si chère à Willy Brandt : il était qu'il est plus efficient de remodeler la constitution par un comité d'experts et l'expurger des articles « sur-mesure » pour qu'ensuite, on appelle les tunisiens pour un Referendum Constitutionnel. Ce qui nous aurait pris quelques 3 à 6 mois, avec au final, un gouvernement légitime.

L'option alternative retenue et l'élection d'une constituante, rallonge les délais de flottement, sans aucune garantie d'efficacité politique. Alors que la rue montre quelques signes d'impatience.

Le MUP va jouer le jeu de la « constituante » : nous irons aux élections le 23 octobre, en espérant qu'il n'y aurait pas d'autres ajournements ... Comme je l'ai dit, la rue est impatiente ; et l'impatience de la rue est le facteur dominant de l'instabilité économique, de l'instabilité sociale et de l'instabilité politique.

Enfin, permettez-moi de jeter quelques éclairages sur la stratégie du Mouvement de l'Unité Populaire.

Le MUP est fondamentalement engagé pour une économie sociale décentralisée, où l'efficacité économique et la justice sociale ne sont pas antinomiques.

Aucune de ces deux notions n'est exclusive de l'autre, et, il est utile de faire apparaître qu'une meilleure justice sociale est de nature à créer des conditions favorables pour accroître l'efficacité économique, laquelle sera elle-même génératrice, créatrice de richesses additionnelles qui vont améliorer davantage la justice sociale.

De ce fait, le côté économique et le côté social ne sont pas des éléments contradictoires, mais complémentaires: ils représentent des préalables l'un à l'autre à moyen et long terme.

L'expérience démontre qu'une bonne approche économique conditionne une politique sociale de recherche de bien-être collectif. Réciproquement, une justice sociale, sous-tendue par une politique sociale satisfaisante constitue un préalable au bon fonctionnement de l'économie.

Le chômage est la plus grande des injustices sociales. A ce titre, la croissance économique est la solution à ce fléau: une croissance tirée par les exportations est de ce fait toute indiquée, dans un pays comme la Tunisie, où l'exiguïté du marché local constitue une contrainte supplémentaire à la création d'emplois. Il y a donc complémentarité entre l'efficacité économique et la justice sociale, et non pas dilemme comme on l'entend souvent dire.

La justice sociale exige l'efficacité économique.

Une telle approche, mise en application, constitue un système qui, par essence, cherche à combiner les nécessités d'une bonne performance économique à une bonne politique sociale.

Cette approche procède d'une recherche qui n'est pas définitive, mais d'un processus dynamique qui évolue continuellement, compte tenu de l'expérience du passé, et des mutations de l'environnement aussi bien dans le pays qu'au niveau international.

En tout état de cause, il importe de considérer un certain nombre d'éléments fondamentaux dans la définition d'un système socio-économique qui réconcilie l'efficacité économique et la recherche de la justice sociale :

- * le juste partage des fruits de la croissance,
- * la protection sociale,
- * le développement durable,
- * la démocratie et la transparence,

- * la Laïcité,
- * la parité effective à tous les niveaux décisionnels et au niveau salarial,
- * l'ouverture internationale.

Tout ceci constitue notre Programme Alternatif de Développement de Cohésion sociale, qui est matérialisé par un plan quinquennal chiffré.

Le MUP travaille à satisfaire la demande sociale, dans la discrétion, loin des cris et des chuchotements.

Plus de 100 partis déclarés ou non, se disputent pour faire valoir leurs idéologies politiques, sans aucun égard pour la demande sociale : ils parlent au lieu d'écouter la rue.

La profusion des partis, voulue ou non, dont notamment des partis qui se disent progressistes joue le jeu des forces réactionnaires rétrogrades. Ces mêmes partis dits progressistes sollicitent l'aide bienveillante des organisations effectivement progressistes, comme notre Internationale Socialiste.

Camarades, je conclurais, enfin, pour vous convier tous, à visiter la Tunisie qui se cherche, pour voir et apprécier le travail et les efforts du MUP comparativement à celui des autres partis qui se disent similaires.

Monsieur le président,

Monsieur le Secrétaire Général,

Excellences,

Mes chères sœurs, Mes chers frères, Mes chers camarades,

Merci pour votre attention,

Athènes, vendredi 01 juillet 2011.

Tahar El Almi,

Secrétaire Permanent, Coordinateur de la Commission Economique.